

L'avenir de la zone euro : la preuve par la Grèce ?

Par Noëlle Burgi

Dès le lendemain de l'élection en Grèce, le 25 janvier 2015, d'Aléxis Tsípras et de Syriza, une épreuve de force s'est engagée entre le nouveau gouvernement de la « gauche radicale » et les crédateurs officiels de la Grèce représentés par les institutions de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne [BCE] et Fonds monétaire international [FMI]) et les États membres de la zone euro. L'efficacité des politiques mises en œuvre depuis 2010 en Europe dans le contexte de la crise financière mondiale et, plus profondément, les orientations fondamentales et l'architecture de l'Union économique et monétaire (UEM) étaient en jeu. Soutenue par d'autres forces politiques comme Podemos en Espagne, Athènes revendiquait plus qu'un simple réaménagement technique des politiques publiques susceptible d'assouplir les mesures d'austérité contenues dans les deux Mémoires (ou « Plans de sauvetage ») de 2010 et 2012. Elle visait surtout une transformation politique de la zone euro ouvrant la voie à un système fédéral et une économie politique normativement orientée vers des objectifs de croissance, de solidarité et d'équité sociale. Au sein de l'Union européenne (UE) au contraire, les États constituant le noyau central de la zone euro, en particulier l'Allemagne, entendaient durcir encore plus les disciplines de l'union monétaire. Après six mois de négociations difficiles ponctuées par des affrontements violents, ces derniers eurent raison de la contestation grecque. Dans la nuit du 12 au 13 juillet ils arrachèrent par un ultimatum la soumission de la Grèce à un accord en vertu duquel elle renonçait à sa souveraineté et se pliait, en contrepartie d'un nouveau prêt de 86 milliards d'euros étalés sur trois ans, au programme d'ajustement structurel le plus austère qui ait jamais été exigé d'un pays européen¹. Tout en réglant à court terme la question de l'appartenance de la Grèce à la zone euro, ce dénouement eut un prix élevé. Ravivant les craintes d'une Europe sous domination allemande, il mit au jour les intérêts contradictoires des États membres, surtout entre Paris et Rome d'un côté, et le noyau central germanique de l'autre..

Le texte qui suit propose une lecture critique des six mois de négociations et de la crise au sein de l'Eurozone entre janvier et août 2015. Il examine l'enjeu politique que représentait pour la zone euro le « problème grec », analyse les rapports de force, et met en lumière l'interdépendance asymétrique de la zone. Il montre qu'à la fin de cette confrontation où rien n'aura été réglé, le projet économique, politique et démocratique de l'Europe est peut-être menacé.

L'enjeu des négociations

Aléxis Tsípras a été élu pour mettre fin à la dépression économique durable et la grave crise sociale dans lesquelles s'est enfoncée la Grèce depuis 2010. Les mesures

¹ L'accord, présenté dans un Communiqué daté du 12 juillet, fut suivi le 14 août par un accord technique et le 19 août par un troisième Mémoire. Yánis Varoufákis a publié dans son blog une version commentée du Communiqué et du Mémoire (<https://varoufakis.files.wordpress.com/2015/08/mou-annotated-by-yv.pdf>) et Paul Jorion une traduction française du Communiqué commenté par Varoufákis (<http://www.pauljorion.com/blog/2015/07/16/communiqu-e-sur-la-grèce-avec-les-annotations-de-yanis-varoufakis/>).

exceptionnellement sévères imposées par la Troïka avaient entraîné une chute de plus de 25 % du PIB. Le quart de la population (dont un jeune sur deux) était au chômage, le système de santé s'était effondré, le taux de pauvreté avait explosé. Alexis Tsípras avait centré sa campagne sur « *l'espoir* » d'une ère nouvelle pour la Grèce qui rendrait à la population sa dignité et la maîtrise de son destin : la fin des mesures d'austérité et de la mise sous tutelle de la Grèce, une nouvelle politique économique, et un nouveau pacte européen centré sur la croissance. En outre, il promettait un changement de régime intérieur mettant fin au clientélisme, à la corruption des oligarques et à celle de la classe politique grecque.

Présenté dans ses grandes lignes à Thessalonique le 13 septembre 2014, le programme électoral de Syriza proposait des mesures immédiates pour soulager la misère des plus démunis, rétablir les droits sociaux et citoyens élémentaires, relancer la demande, réformer l'État et renforcer la démocratie. Le coût des mesures, d'un montant estimé à 11,3 milliards d'euros, devait être financé par le budget de l'État, sans déficit primaire (c'est-à-dire sans un déficit avant le paiement des intérêts) et sans recourir à des emprunts supplémentaires, afin que le budget soit toujours en équilibre. Considéré du point de vue de la situation économique et sociale hellénique, ce programme était loin d'être révolutionnaire, comme l'ont souvent relevé maints observateurs. Mais il supposait une renégociation et une restructuration de la dette extérieure du pays qui n'avait cessé d'augmenter depuis 2010 (elle est passée de 129 % du PIB fin 2009 à plus de 180 % aujourd'hui). Il impliquait aussi une remise en cause des politiques suivies jusque-là par la Troïka et mettait en cause, implicitement, la crédibilité, l'autorité et la compétence des institutions de gouvernance de la zone euro. Ainsi, des mesures techniques raisonnables d'inspiration keynesienne proposées par le ministre des Finances Yánis Varoufákis, telles que la conversion de la dette en obligations dont le rendement serait lié à la croissance économique, furent rejetées *a priori* puisqu'elles impliquaient un basculement des politiques économiques européennes vers des stratégies de relance économique centrées sur la demande.

La Troïka insistait pour que de nouvelles mesures d'austérité (provenant principalement d'augmentations d'impôts directs et indirects et de coupes budgétaires dans les services publics et les programmes sociaux) dégagent en 2015 et pendant plusieurs années consécutives un excédent budgétaire primaire (un solde budgétaire positif avant paiement des intérêts) de 3 % du PIB qui serait, lui aussi, affecté au remboursement de la dette. Entre septembre et décembre 2014, elle n'avait pas réussi à obtenir du précédent gouvernement, dirigé alors par Antónis Samarás, un effort budgétaire de cette ampleur car la Grèce avait déjà procédé depuis 2010 à un énorme ajustement budgétaire (16 % de son PIB sur la période 2010-2013) et la société n'était pas en mesure d'en supporter davantage. M. Samarás provoqua des élections législatives anticipées (celles du 25 janvier 2015). De son côté, la Troïka reporta l'échéance du Mémorandum de 2012, originellement fixée à décembre 2014, à fin février 2015, préparant ainsi une confrontation inévitable avec Syriza s'il accédait au pouvoir.

La victoire de la « gauche radicale » constituait ainsi un défi important pour la Troïka. Sa compétence, sa légitimité et son autorité semblaient mises en cause. Elle voyait dans Syriza un risque important de contagion politique, notamment mais pas

seulement en Espagne du fait de la popularité croissante du mouvement des Indignés (*Indignados*) et de son expression politique, Podemos. Craignant que les règles de rectitude fiscales imposées à toute la zone euro soient mises en débat et peut-être compromises, elle resta sourde aux demandes du gouvernement grec et œuvra habilement pour rendre impossible un compromis viable pour la Grèce.

De la politique à la technique

Pour esquiver le problème politique, les institutions créditrices ont confiné l'enjeu des négociations à des discussions techniques. Le 20 février, un premier accord fut trouvé, dont les termes étaient suffisamment ambigus pour laisser penser que les « partenaires » avaient trouvé une position commune après avoir fait des concessions de part et d'autre. Présenté comme un « pont » de quatre mois comprenant plusieurs étapes conduisant à un nouveau « contrat de relance et de croissance » économiques, l'accord reportait au 30 juin l'échéance du Mémoire de 2012 (rebaptisé « arrangement actuel »). Il maintenait l'exigence d'un excédent budgétaire primaire en 2015, mais à un taux « approprié » à définir en tenant compte de la situation économique. Les autorités helléniques s'engageaient à préparer des listes de mesures qu'elles soumettraient à l'approbation de leurs crédateurs. Elles se voyaient reconnaître le droit de choisir elles-mêmes les politiques d'emploi, de développement économique, de justice sociale et de refonte de l'administration fiscale, mais pas celui de prendre des « mesures unilatérales », c'est-à-dire de lancer des réformes sans avoir obtenu au préalable l'aval de la Troïka (rebaptisée « Institutions »).

Les mois qui suivirent montrèrent que cet accord n'en était pas un. La Troïka exigea qu'un accord-cadre global, incluant une décision sur l'excédent budgétaire primaire, fût préalablement conclu. Dans le cas contraire, elle ne voulait pas examiner même les plus consensuelles d'entre les mesures proposées par la Grèce (corruption, refonte du système fiscal). Aussi ne les jugea-t-elle jamais satisfaisantes et menaçait-elle de les considérer comme des actions « unilatérales » si le gouvernement les appliquait. Elle joua de l'ambiguïté de l'accord du 20 février pour se référer au Mémoire de 2012 et en exiger le respect. Elle n'accéda pas à la requête des Grecs qui voulaient une négociation politique, arguant qu'il n'y aurait pas de décision politique sans décision technique ; elle renvoya alors constamment les délégations helléniques avec leurs listes de mesures à d'innombrables négociations techniques, noyant dans le détail l'enjeu politique et laissant supposer que le sort de la Grèce et celui de la zone euro dépendaient de détails comme le taux de la TVA dans les îles. Et à chaque étape des négociations, elle présentait aux Grecs des « offres » toujours plus austères. Pendant ce temps, la BCE provoqua l'asphyxie progressive des banques grecques en décidant dès février de ne plus autoriser celles-ci à bénéficier des procédures ordinaires au moyen desquelles tous les établissements de la zone euro se procurent auprès d'elle leurs liquidités (au taux de 0,05 %). Ce faisant, elle les contraignit à dépendre d'une procédure exceptionnelle de refinancement (dite ELA ou *emergency liquidity assistance*) plus coûteuse (1,55 %), qui fait l'objet d'un strict contingentement en volume et qu'elle pouvait à tout moment décider de couper. En juin, tandis que la BCE maintenait les banques tout juste à flot, les rumeurs sur un blocage des comptes et un contrôle des capitaux imminents accélérèrent la fuite des

capitiaux, entraînent des retraits massifs des épargnants, désorganisèrent le système de crédit et l'activité économique et amplifièrent les spéculations sur l'éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro (« Grexit »). Le 29 juin le gouvernement fut obligé de mettre en place un contrôle des capitaux et de fermer les établissements bancaires. Incontestablement, la pression exercée par la BCE et les dommages infligés à l'économie furent déterminants dans la capitulation d'Aléxis Tsípras dans la nuit du 12 au 13 juillet.

Un rapport de forces défavorable

Face à la Troïka, quelles étaient les armes du gouvernement de Grèce ? Aléxis Tsípras n'avait pas préparé un « Plan B ». Il avait certes autorisé Yánis Varoufákis à mettre au point en toute discrétion au sein du ministère des Finances un dispositif technique à actionner au cas où le pays serait finalement forcé par ses crédeurs à sortir de l'euro, mais il n'entendait nullement s'appuyer sur ce dispositif pour se donner des marges de manœuvre. Il ne lui restait guère alors que l'arme de la délibération démocratique. Il tenta d'obtenir un « accord mutuellement bénéfique » et donna des preuves de bonne volonté (comme honorer ses obligations de débiteur envers le FMI en mai et en juin). Il se chercha des alliés en Europe, notamment en France et en Italie, et auprès de tiers (Russie, Chine), mais semble avoir fort mal évalué le rapport des forces en présence. En dépit de divisions au sein de l'Eurogroupe, la Grèce n'obtint pas de soutiens décisifs de la part de Rome ou Paris. Il était illusoire de penser que la Chine ou la Russie viendraient au secours de la Grèce et naïf d'imaginer en faire un avertissement susceptible d'infléchir les politiques européennes. Paradoxalement, le gouvernement grec trouva un de ses uniques soutiens en la personne de Barack Obama à la Maison Blanche où l'on craignait les conséquences géopolitiques d'un effondrement de la Grèce. Avec l'aide de son Secrétaire au Trésor, Jack Lew, et à travers des déclarations à la presse², M. Obama fit pression sur les Européens pour qu'ils abordent de front le problème de la restructuration de la dette grecque.

Devant cette configuration, certains dirigeants de Syriza (Panagiótis Lafazánis de la « Plateforme de Gauche ») préconisaient une sortie de la zone euro. Aléxis Tsípras s'y refusait. Il n'a même pas songé adopter la stratégie d'un « défaut dans l'euro » élaborée par celui qui fut jusqu'en mars 2015 le conseiller économique en chef de Syriza, l'universitaire Yánnis Miliós. Elle aurait notamment supposé de différer dès le mois de février 2015 les paiements dus au FMI et à la BCE jusqu'à ce qu'un accord voie le jour. Quand la Grèce reporta finalement, le 1^{er} juillet, un remboursement au FMI et établit un contrôle des capitaux, elle avait déjà dans les mois précédents déboursé plus de 7 milliards d'euros, soit plus de 3 % de son PIB, pour payer ses crédeurs ; cela, en puisant dans toutes les réserves des organismes et établissements publics (collectivités locales, caisses de retraite, hôpitaux, universités) ; et elle le fit dans une position d'extrême dépendance vis-à-vis de la BCE, après avoir déjà parcouru les neuf dixièmes du chemin qui la séparait de la position de ses

² Voir l'entretien qu'il accorda à CNN le 31 janvier 2015 (<http://edition.cnn.com/videos/tv/2015/01/31/exp-gps-obama-sot-greece-austerity.cnn>).

crédeurs, intangible depuis le départ. Quand Aléxis Tsípras organisa peu après (le 5 juillet) un référendum demandant aux Grecs s'ils acceptaient, oui ou non, la dernière liste en sa possession de mesures d'austérité établie par la Troïka, il comptait peut-être, comme le pensent des observateurs avisés, obtenir un résultat mitigé (les sondages montraient un pays coupé en deux). Cela lui aurait permis de justifier une défaite devant la Troïka et de renier ses promesses électorales. Le « non » massif (61,5 %) des citoyens ne fut pas entendu. Sept jours plus tard, Aléxis Tsípras transformait le « non » en « oui » et rendait les armes.

Une interdépendance asymétrique

Pendant les six premiers mois de l'année, le premier ministre grec a régulièrement demandé à ses partenaires de prendre en considération la volonté de ses électeurs. Il lui fut toujours répondu que les dix-huit autres pays de la zone euro étaient gouvernés comme le sien par des représentants démocratiquement élus. Les élections ne changeaient rien : seules comptaient les règles communes. L'Allemagne, la première, n'a jamais cessé de justifier son intransigeance en invoquant le respect de celles-ci. Mais elle en est aussi le principal auteur. Elle a joué un rôle majeur dans la définition du cadre et des normes régissant la monnaie unique depuis sa création (notamment dans l'établissement des critères de convergence) et, depuis 2010, dans l'évolution et le durcissement de la « gouvernance » européenne. Ces règles reflètent et confortent sa position de puissance dans un espace monétaire qu'elle a toujours conçu comme un mécanisme amélioré de change fixe, avec des institutions et des mécanismes de coordination privilégiant la concurrence entre les États au détriment de leur coopération. Cette construction entérine et verrouille l'*interdépendance asymétrique* des membres de L'UEM au profit des États les mieux placés pour mettre en œuvre des stratégies en vue de gagner des parts de marché, fût-ce au détriment de leurs « partenaires » européens (et d'une fraction importante de leur propre population).

Pour l'Allemagne (et quelques autres pays comme le Luxembourg ou les Pays-Bas), l'euro est une monnaie relativement faible qui contribue efficacement au succès de ses exportations (à sa « compétitivité » industrielle). Pour d'autres pays dont l'économie ou la structure productive est différente, tels l'Italie, la France et, à plus forte raison, la Grèce, le Portugal ou l'Espagne, c'est une monnaie forte qui, au contraire, entrave leur compétitivité. En d'autres termes, les déséquilibres de puissance au sein de la zone euro engendrent une situation structurelle plaçant l'Allemagne au cœur d'un ensemble dominant (*centre*) où les acteurs et les institutions sont en position d'édicter des règles (ce sont des *rule-makers*) et de les imposer à un ensemble d'États « régulés » (*rule-takers*) placés en position de *périphérie* dans un système monétaire qui ne leur laisse aucune marge de manœuvre. En l'absence d'un système fédéral véritable assurant la cohésion et la solidarité de l'ensemble européen, comme il en existe pour les États fédérés aux États-Unis, ce sont des rapports de force et les égoïsmes nationaux qui prévalent.

Contrairement à une idée répandue, le noyau central européen, et l'Allemagne en particulier, ont, à plusieurs égards, bénéficié jusqu'ici de la crise dans la zone euro. D'importantes fuites de capitaux du Sud au Nord depuis 2010 y ont beaucoup réduit le

coût du capital. Selon l'Institut Leibnitz de recherche économique de Halle (IWH), la diminution entre 2010 et la mi-2015 des coûts de financement de la dette publique allemande représente une économie budgétaire d'au moins 100 milliards d'euros, un montant dépassant celui (90 milliards) que perdrait Berlin si la Grèce ne remboursait pas sa dette³. Autre effet structurel, la crise privilégie les pays du « noyau » central de la zone euro en ceci qu'elle provoque à leur profit des flux migratoires de centaines de milliers de personnes hautement qualifiées en provenance de « pays source » (de main d'œuvre) — Grèce, Espagne, Portugal, Irlande, Europe centrale et orientale — qui, à l'inverse, perdent non seulement leur jeunesse éduquée et des capacités créatives du fait de la fuite des cerveaux, mais encore leur investissement éducatif. Si ces effets structurels n'ont pas été pensés lors la création de l'euro, ils sont apparus au fil du temps et ont été consolidés par l'univers de règles et de procédures mis en place pour renforcer la « gouvernance » économique et monétaire de la zone euro. Or, les règles ne sont jamais neutres et ceux qui les édictent n'agissent pas sous un voile d'ignorance quant aux conséquences de leur régulation. En 2002 déjà, Jean-Paul Fitoussi⁴ s'alarmait de ce « gouvernement par la règle » qui mettait en danger les « choix » politiques et démocratiques en Europe. Il soulignait le danger des politiques économiques non coopératives aux relents néomercantilistes, telles que la désinflation compétitive et les politiques agressives de baisse des coûts de production de l'Allemagne dans les années 2000.

Cette logique a trouvé son expression la plus achevée le 12 juillet 2015 lorsque Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, dicta les termes de l'ultimatum posé à la Grèce après avoir laissé filtrer un projet de sortie « temporaire » (et punitive) du pays de la zone euro (« Grexit ») — Paris et Rome y virent tous deux une menace indirectement dirigé contre eux rejetèrent cette hypothèse. M. Schäuble voulait en effet démontrer que *tout* État considéré comme un « mauvais élève » contrevenant aux règles communes doit être prêt, ou bien à sortir de l'euro, ou bien à y rester au prix d'une mise sous tutelle impliquant une perte de souveraineté et de contrôle démocratique. La Grèce n'aura été de ce point de vue qu'un laboratoire politique. On ne s'étonnera pas d'apprendre⁵ que le ministre allemand souhaite créer un organisme dit indépendant qui garantirait, à la place de la Commission européenne jugée trop « politique » dans son appréciation du bien commun car trop conciliante notamment vis-à-vis la France et de l'Italie, l'application des règles fiscales et leur pilotage automatique articulé à des sanctions et des punitions, parmi lesquelles une procédure formalisée d'exclusion de la zone euro frappant tout pays indiscipliné⁶.

Nombreux sont les observateurs avisés qui ont vu dans cette démonstration de force un tournant décisif de la politique européenne de l'Allemagne. Comme l'ont souligné l'ancien ministre des affaires étrangères Joschka Fischer et le philosophe

³ R. E. Gropp, O. Holtemöller et T. Schuhmann, *Germany's Benefit from the Greek Crisis*, IWH Online 7/2015, Halle (Saale) 2015.

⁴ Voir son ouvrage *La Règle et le choix. De la souveraineté économique en Europe* (Paris, Seuil).

⁵ Werner Mussler, « Schäuble will EU-Kommission entmachten », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, du 29 juillet 2015.

⁶ Voir Philippe Legrain, « The Last Thing the Eurozone Needs Is an Ever Closer Union », *Foreign Policy.com*, 31 juillet 2015.

Jürgen Habermas, l'« Allemagne européenne », celle dont la politique étrangère s'était construite depuis la Seconde Guerre mondiale dans la perspective d'une subordination des intérêts nationaux au bien commun européen, venait de revenir à une politique de puissance, réduisant le projet européen à une « Europe allemande⁷ ». Cette évolution explique les fortes préoccupations des dirigeants italiens et français au moment où la confrontation européenne autour de la Grèce atteignait en juillet son paroxysme. Le 5, jour du référendum grec, le ministre français de l'Économie, Emmanuel Macron, invitait ses partenaires à résister à la tentation d'« écraser un peuple » et déclarait : « Notre responsabilité sera de ne pas faire le Traité de Versailles de la zone euro ». Et le 11 au matin, le premier ministre Italien, Matteo Renzi, déclarait pour sa part qu'il était « temps d'arrêter d'humilier la Grèce ».

Quel avenir pour l'Europe et la zone euro ?

Au final, la démonstration de l'Allemagne aura accentué plutôt que réduit les tensions en Europe. En s'abstenant d'aborder de front les enjeux politiques mis en lumière par la crise économique et humanitaire en Grèce, en l'aggravant et en la prolongeant, l'accord du 12 juillet pourrait bien donner lieu, comme le redoute Donald Tusk, à une « contagion politique » plus risquée encore qu'une « contagion financière » : « Lorsque l'impatience devient une expérience ou un sentiment social et non individuel, a dit le président du Conseil européen, c'est la porte ouverte aux révolutions⁸. » Dans de nombreux pays des mouvements politiques et sociaux « contre-systémiques » (une notion préférable à celle de « populiste », polysémique et confuse dans son usage courant) gagnent du terrain. Certains d'entre eux, comme Podemos en Espagne, épousent une orientation démocratique, sociale et pro-européenne. Mais la crise et sa gestion ont provoqué une montée de sentiments xénophobes, nationalistes et anti-européens très prégnants à l'extrême droite de l'échiquier politique (Hongrie, France, Italie, etc.).

En Grèce, l'apparente stabilité retrouvée est superficielle. Syriza n'est plus ce qu'il était. Plus de vingt-cinq députés ont quitté le parti pour former un nouveau groupe parlementaire, Unité Populaire, qui appelle les forces sociales en désaccord avec l'austérité à les rejoindre pour constituer un Front du Refus. S'accrochant au pouvoir, Alexis Tsípras a convoqué le 20 septembre 2015 des élections législatives anticipées afin de se donner une chance d'être réélu avant que l'application des nouvelles mesures d'austérité ne se fasse sentir. Pour l'heure, le problème de la soutenabilité de la dette grecque reste entier. Le FMI, qui avait contourné en 2010 ses règles pour soutenir l'Eurozone et rejoindre la Troïka⁹, note l'impossibilité d'une sortie de crise sauf restructuration de la dette et presse les européens à s'y atteler. Selon les calculs du Fonds, la dette hellénique devrait atteindre 200 % du PIB en 2017.

⁷ Joschka Fischer, « The Return of the Ugly German », *Project Syndicate*, 23 juillet 2015.

⁸ Peter Spiegel, « Donald Tusk interview: the annotated transcript », *Financial Times*, Brussels Blog, 16 juillet 2015.

⁹ Voir N. Burgi, « Fractures transatlantiques et divisions européennes », Lettre n° 126 de *P@ages Europe*, La Documentation française, février 2015.

Les six mois d'affrontements autour de la crise grecque débouchent ainsi sur une impasse. Le continent est réengagé sur la voie des nationalismes et des luttes d'influence qui marquèrent son histoire aux deux siècles derniers, cela au moment même où l'Europe se montre incapable de trouver une solution coopérative pour mettre un terme aux traitements inhumains et à la mort de milliers de migrants cherchant en Europe un refuge économique ou politique. A cette faillite morale s'ajoutent les divisions internes à la zone euro. Longtemps masquées par l'opacité des procédures diplomatiques, elles soumettent maintenant l'entente du couple franco-allemand à rude épreuve. La France, l'Italie et l'Espagne, indirectement visées par le traitement infligé à la Grèce, ne peuvent pas accepter que la monnaie commune se transforme en un « système de change fixe extrêmement rigide et dangereusement instable », selon les termes d'un observateur. De façon plus pressante encore que par le passé, l'Europe doit maintenant choisir entre un passage décisif au fédéralisme et la création des États-Unis d'Europe, une désintégration contrôlée de la zone euro et sa réinvention, ou une crise et une stagnation longues de la zone risquant de conduire à terme à une désintégration incontrôlée et un déchirement historique du projet européen.